

Texte pour signatures

Signatures à adresser : communisme.mouvement@free.fr

Michèle Kiintz 5 rue de Châteauneuf, 35 510 Cesson-Sévigné

Nom, prénom, fédération, mandats (politique, syndical, associatifs...)

adresse postale, adresse e-mail, téléphone

34° congrès du PCF

Continuer l'engagement communiste

Fonder une nouvelle force politique

Ce texte est écrit alors que s'aggrave l'affaiblissement de notre parti. Il propose une voie pour poursuivre notre engagement communiste.

Il constate qu'aucun Parti communiste - ni même le PCF - n'a réussi une « mutation », une « refondation », une « révolution sur lui même ». Nous le regrettons d'autant plus que nous avons été souvent, les uns et les autres, des militants d'une telle évolution. L'échec de cette nécessaire transformation radicale du parti est une des causes de notre situation critique. Il faut en comprendre les causes.

Pourtant, aujourd'hui comme hier, le monde doit changer. C'est notre engagement de communistes.

Comment ? En construisant cet engagement aux côtés de tous ceux qui veulent une force politique pour construire une alternative au capitalisme.

Notre parti ne peut, seul, répondre à cette attente. Mais sans lui, sans ses militants et ses élus, son histoire et sa culture, cette nouvelle force politique serait affaiblie. Pourtant elle est nécessaire et attendue. Engageons-nous dans cette perspective qui redéfinirait franchement la droite à gauche. Alors l'engagement communiste aura un avenir et continuera d'être.

Ce texte et l'ambition qu'il porte proposent une alternative pour le 34^{ème} congrès du PCF.

1- Maintien ou invention

Nous ne pouvons nous contenter des analyses et des propositions mille fois entendues reprises par la direction. Jamais la distorsion entre les intentions affichées – « aller vers une transformation profonde » du PCF, voire vers une métamorphose - et le contenu du texte n'a été aussi grande. On est loin du congrès extraordinaire annoncé. Alors que tous les communistes attendent un débat audacieux et sans tabou, le texte qui sert de base à la préparation du congrès présente un point de vue unique qui contredit le mandat de l'assemblée générale des communistes de décembre 2007 indiquant qu'« il ne s'agit d'exclure aucune hypothèse concernant le parti ou sa stratégie, ni de prendre à l'avance une orientation que les communistes choisiront à leur congrès ». Nous le regrettons.

Notre proposition s'enracine dans la conviction que la crise que connaissent le Parti communiste et la gauche n'est en rien conjoncturelle mais fondamentale et structurelle.

Nous faisons le choix d'une transformation radicale du parti, qui implique une rupture avec la forme du PCF actuel. Il ne s'agit plus seulement de transformer l'existant. L'enjeu est d'ouvrir un processus fondateur d'une organisation politique nouvelle associant le plus grand nombre possible de citoyens et de forces qui se revendiquent du combat contre toutes les dominations et pour l'émancipation.

Notre marginalisation, la puissance du bipartisme, la déshérence de millions de citoyens, l'impuissance du mouvement social ne permettent plus de différer ce débat. L'expression politique d'une alternative au capitalisme est menacée. La légitimité même du combat pour l'émancipation est mise en cause. La longue tradition radicale, contestataire se trouve aujourd'hui ébranlée en France par l'absence de projet et de dynamique politique. Que cet esprit subversif ne se reconnaisse plus dans le PCF ne signifie pas qu'il ait disparu. Il se manifeste dans les mobilisations sociales comme dans les inventions quotidiennes au travail et dans la vie sociale. Sa vitalité s'exprime avec force depuis 1995 et a gagné en 2005, avec le rejet de la construction libérale de l'Europe. Il ne manque pas de militants, de citoyens, d'intellectuels qui cherchent des alternatives et

non une alternance. Il n'y a donc pas de malédiction dans la marginalisation en cours des idées alternatives mais une inadaptation des réponses politiques proposées. Il faut en tirer les conclusions.

Ces questions sont posées à tous les acteurs de la transformation sociale. Mais notre parti a un rôle et une responsabilité propre. Et en particulier, il doit accepter le fait que, seul, il n'est plus en mesure de rassembler les énergies qui aspirent à un autre monde ; seul, il ne peut proposer un débouché politique cassant l'étouffant bipartisme qui s'installe.

2- Comment en sommes-nous arrivés là

Le congrès du parti se tient 18 mois après l'élection de Nicolas Sarkozy, le score historiquement bas de l'ensemble de la gauche, le résultat de la candidate du parti et l'installation de la LCR dans le paysage politique.

Le résultat du PCF à l'élection présidentielle – 1,93 % - obsède à juste titre les communistes au moment de la préparation du congrès. Cette élection a placé le parti à son score le plus bas depuis 1920. C'est un fait. Et, contrairement aux déclarations de la direction, ce résultat n'est pas pondéré par les élections municipales et cantonales de 2008. Celles-ci ont aggravé le bipartisme et réduit encore et notre implantation et le nombre d'élus communistes et apparentés (Selon le recensement de l'Anecr, nous sommes passés de 12 230 élus en 2001 à 6 850 (recensés) ou 9400 (déclarés) en 2008... Très loin des 13 000 annoncés précipitamment !).

Cette situation place donc les communistes devant des responsabilités qui sont historiques.

Les questions sont nombreuses, théoriques et pratiques. Pourquoi le Parti communiste a perdu sa capacité de mobilisation, d'influence ? Et pourquoi a-t-il été incapable de rebondir malgré de nombreuses et diverses tentatives ? Que faire maintenant ?

Ce n'est pas être binaire de dire que le débat s'organise autour de deux orientations. Il n'y a pas de voie médiane.

- La première orientation peut être qualifiée de conjoncturelle. Elle consiste à chercher dans la période passée récente (échec de la candidature antilibérale, brouillage lié à notre participation gouvernementale) les causes de notre effacement – qui serait passager - du paysage politique. Cette explication est celle du groupe dirigeant actuel comme celle des « orthodoxes ». Elle mobilise la peur d'une disparition du PCF... comme si nous n'étions pas déjà confrontés à ce fait. Cette orientation est d'abord marquée par l'immobilisme. Elle explique nos difficultés par « un problème d'image », un « défaut d'explication de notre politique et de notre projet », une faiblesse d'activité dans les entreprises, couplés à un manque de cohésion interne dans les directions du PCF. Bref, il faut ravauder la façade, resserrer les boulons, distribuer plus de tracts... Quoi qu'on dise, ce qui est proposé c'est de continuer en tentant de faire mieux. On remet du charbon dans la locomotive, en ignorant que le train actuel est de plus en plus vide et en pensant que s'il avance mal, c'est à cause de wagons de queue récalcitrants.

- La seconde approche est structurelle et historique. Elle considère que les difficultés actuelles sont le symptôme de l'épuisement d'une certaine réponse politique. Notre « invisibilité » est liée à l'émergence d'un nouveau monde auquel les réponses passées ne correspondent plus. Elle propose, logiquement, une rupture franche avec l'existant : abandonner la locomotive à charbon et même changer de moyen de transport. Tout en prenant nos valises, car nous ne sommes pas sans bagages.

Ces deux orientations sont franchement différentes.

Nous pensons en effet que notre recul historique plonge ses racines dans des causes bien plus profondes que les errements des dernières années. Dans les conditions de 1920, les communistes ont eu le courage de rompre avec leur parti, la SFIO engluée dans la guerre et le nationalisme, pour créer un nouveau parti qui porterait les combats de la révolution dans l'ère industrielle et dans le sillage de la révolution soviétique. Cette phase est terminée. Et il faut avoir une audace, une inventivité aussi grande qu'alors. C'est un cycle qui se termine et non pas une somme d'erreurs réparables.

Au moment où nous proposons de nous engager dans la construction d'une nouvelle force politique, nous pensons nécessaire de lire les pages de notre histoire. Cet examen n'est pas une auto-flagellation mais un travail nécessaire pour pouvoir s'ouvrir aux autres et continuer ce qui doit l'être.

Retour sur 2005-2007

En particulier, il nous faut prendre le temps d'analyser l'expérience ratée de construction d'une candidature antilibérale. Cette séquence politique ouverte en 2005 par la victoire du non de gauche et antilibéral à la Constitution européenne se clôt sur l'élection d'un président qui démantèle les acquis collectifs et remet en cause les libertés individuelles et publiques.

Partout en France, aujourd'hui encore, s'exprime le regret de l'échec d'une candidature à l'élection présidentielle des antilibéraux. Les militants, mais aussi les sympathisants, les amis, les progressistes continuent d'être découragés par cet échec. On les comprend : cette ambition intervenait après la victoire éclatante d'une gauche antilibérale sur le terrain de la construction européenne et après le succès contre la précarisation généralisée promise par le CPE.

Cette perspective de relance d'une gauche dépassant ses clivages internes, réunissant des traditions politiques et sociales diverses pour porter un projet de rupture avec l'ordre dominant depuis 25 ans, a réuni les plus grandes assistances des meetings depuis 1968. En quelques semaines, cet espoir s'est écrasé sur une exigence que nous étions nombreux à dire irréaliste : faire de la secrétaire nationale du Parti communiste la candidate de ce rassemblement inédit. De nombreuses voix appelaient en vain la direction du parti à ne pas casser cette espérance : des élus, des syndicalistes, des camarades engagés dans la vie associative. L'ultime appel lancé par 4 personnalités parmi les plus estimées des communistes, Georges Séguy, Roland Leroy, Lucien Sève et Jean Ferrat, aurait permis de ne pas casser l'espoir sans perdre la face. Fait unique dans l'histoire du PCF, 10 000 communistes se prononçaient, lors d'une consultation interne au PCF, pour le retrait de la candidature de la secrétaire nationale. Ecouter tous

ces camarades, dans leur diversité, nous aurait fait renouer avec ce qui fut aussi une tradition communiste : placer les intérêts populaires et la solidarité internationale au-dessus de tout.

Cet échec ne s'est pas seulement traduit par de l'éparpillement, mais par une sanction très lourde pour les forces alternatives. Alors que depuis les années 70 – depuis que la social-démocratie est devenue la première force de gauche – les forces alternatives ont toujours totalisé entre 15 et 20% des suffrages avec une répartition variable entre voix communistes, d'extrême gauche, écologistes. Cette fois, c'est moins de 10% des voix qui se sont portés sur les candidats critiques de l'ordre établi.

Cet affaiblissement se double d'un grave discrédit : les communistes apparaissent comme politiquement inutiles. C'est le fond de l'explication du bipartisme. Lors des scrutins jugés stratégiques, les électeurs choisissent entre des options qui comptent. Nous sommes hors-jeu. Rien n'infléchit cette marginalité et le bipartisme s'est ancré plus profondément lors des élections locales de 2008. Alors que le PS et l'UMP réunissaient précédemment 52% des élus sortants, ils disposent désormais de 75% des élus municipaux et conseillers généraux.

L'échec du rassemblement antilibéral et la marginalité de toutes les forces alternatives n'ont pas que des conséquences politiques. Ils affaiblissent le mouvement social lui-même. Malgré un fort mécontentement, les syndicats et le monde associatif peinent à trouver l'énergie pour contrer les attaques du pouvoir sarkoziste. La faiblesse politique et le manque de projet des forces alternatives facilitent le démantèlement du Code du travail, des 35 heures, de la Sécu, du logement social, les mises en cause des libertés, de la télévision publique, la mise en place d'une politique atlantiste...

Sur tous ces sujets, il n'y a pas de voix politiques assez fortes pour opposer une autre logique et proposer une nouvelle perspective. Certes, le Parti socialiste conteste les méthodes autoritaires du pouvoir mais, bien qu'il s'en défende, le PS n'a pas su dégager d'autre projet que le social-libéralisme et se trouve dans la même impasse que les autres partis socialistes ou sociaux-démocrates européens.

D'avoir fait le choix de l'éclatement du mouvement antilibéral au profit de la candidature de Marie-George Buffet a des conséquences pour le parti aussi graves que le déni du rapport sur le stalinisme de Khrouchtchev en 1956, ou l'incompréhension du mouvement de mai 68.

Dans le contexte de notre affaiblissement, il s'agit d'une faute historique dont le parti peut ne pas se relever.

Notre culture de parti est en cause

Pourquoi n'avons-nous pas entendu ces mises en garde, ces appels qui venaient des propres rangs communistes ? Pourquoi avoir pris le risque inconsidéré de briser un espoir, de faire le plus mauvais résultat communiste depuis 1920, de compromettre jusqu'à l'existence même du parti ? Il nous faut analyser pour la comprendre et s'en défaire, cette culture qui nous fait faire des erreurs monumentales, avec la certitude de faire le bon, le juste, d'être dans la vérité. Pourquoi, alors qu'une grande partie des élus, des membres des directions savaient que nous allions dans le mur, si peu ont dit et si peu ont écouté ? Comment se fait-il qu'après échec, ce soit toujours le même groupe qui dirige le parti et organise déjà sa propre succession ?

Il y a dans notre héritage bolchevique des ressorts qui nous font tenir bon dans la plus grande des hostilités, mais qui peuvent aussi nous rendre aveugles et arrogants. Nous avons beau vouloir dépasser nos conceptions de parti guide, nous sommes toujours tentés de nous substituer aux intéressés et de vouloir les conduire, même à moins de 2%. Parfois notre sentiment de supériorité, souvent notre certitude d'être les seuls révolutionnaires, les seuls radicaux conséquents, nous empêche de mesurer les potentiels de l'époque, de faire une proposition politique qui rencontre ceux qui luttent, souffrent et espèrent. Le maintien, quoi qu'on en dise, d'une culture d'avant-garde politique nous fait considérer notre solitude comme une preuve de vérité et de dignité. Cela nous empêche aussi de penser le communisme comme une réponse actuelle et non comme un avenir lointain et abstrait se contentant de leitmotiv tels « l'homme plutôt que l'argent » ?

Notre esprit de parti, héritage concret du centralisme démocratique, conduit chacun à interioriser, à accepter avant même qu'elle soit décidée, « la ligne ». Et nous faisons du (de la) secrétaire national(e) la pierre angulaire de l'édifice. Toute voix différente est

vécue comme une menace de destruction. Nous continuons de tolérer que « la ligne » soit, au total, peu discutée et largement le fait du (de la) seul(e) secrétaire national(e) et de son entourage. Nous avons importé dans nos pratiques le dogme d'infaillibilité du secrétaire national. Nous souffrons profondément de notre culture d'appareil. Elle nous a rendu sourds à des attentes ; elle produit le conformisme qui nous sclérose. Au total, toutes les avancées récentes se sont embourbées dans ces conceptions inchangées du parti.

C'est pour n'avoir pas su remettre en cause cet héritage de façon cohérente et constante qu'a finalement échoué la mutation initiée par Robert Hue. C'est pour n'avoir pas su nous en détacher, pour l'avoir valorisé excessivement, que notre existence est en question.

Notre grandeur passée nous étouffe

Le passé ne nous pèse pas seulement dans sa dimension bolchevique maintenue de fait. Nous sommes lourds d'un passé auquel nous nous référons comme s'il conjurait le spectre de notre marginalité. Nous sommes pétris d'une histoire qui nous pose en parti responsable, en parti de gestion et de gouvernement. Nous ne pouvons imaginer un(e) candidat(e) qui ne soit pas de ce rang là. Nous pensions qu'il en allait de la crédibilité et du résultat même. Nous pensions qu'une ancienne ministre, chef de parti, était un gage de sérieux attendu par les Français. Or, après 25 ans de consensus relatif sur une gestion de la mondialisation, la crédibilité attendue est surtout celle d'une vision cohérente et neuve. C'était l'essentiel, nous ne l'avons pas vu. Une fois encore pouvons-nous seulement enregistrer notre décalage, notre retard sur la société ? Au bout d'un moment, une structure qui rate tant de rendez-vous doit elle-même être interrogée.

Cette tradition conduit la direction à adopter en permanence la posture d'un grand parti de gouvernement. Mais cette posture, par ailleurs utile, nous étouffe quand il faut avoir le courage et l'audace qu'impose l'invention. Nous sommes plombés par un ensemble de réponses passées que nous ne savons pas remettre en cause. En témoignent, par exemple, la banalité et l'exhaustivité du catalogue de positions et de propositions qui serait notre projet, selon le texte proposé pour le congrès. Il faut recommencer à penser. Et d'abord s'interroger sur les questions qui sont aujourd'hui déterminantes, structurantes. Nous devons identifier les sujets sur lesquels nous avons des atouts théoriques et pratiques pour contribuer à une culture politique qui doit devenir majoritaire.

Beaucoup y réfléchissent. Des fragments de cohérence, des idées nouvelles émergent parmi les communistes, dans et hors parti, mais aussi dans le mouvement social, dans les travaux d'intellectuels.

Nous devons engager un travail d'élaboration avec tous. Mutations des classes sociales et bouleversement du travail, émergence des territoires et des métropoles, révolution numérique et révolution démographique, nouvelle place de l'Etat et crise démocratique, balbutiement d'une conscience monde et croissance des migrations, etc... : cette seule liste montre que nous ne pouvons organiser cette réflexion autour de nous, à partir de nous. Ce sont autant de sujets sur lesquels, récemment, le parti a peu ou pas travaillé et sur lesquels d'ores et déjà la réflexion et les innovations se construisent en dehors de lui.

Il n'est pas dans l'objet de ce texte d'engager la discussion sur chacun de ces thèmes qui pourtant nous tiennent à cœur. Dans l'immédiat, ce qui compte c'est de mesurer que ce travail reste à faire. Et qu'il faut inventer le cadre qui lui donnera une efficacité politique. Nous n'avons pas fait un mauvais résultat en 2007 seulement parce que nos propositions étaient insuffisantes mais parce qu'elles étaient portées par une force politique qui ne peut plus leur donner sens et force.

Un passé qui ne fut pas que de grandeur

L'histoire du parti a ses ombres et ses lumières. Robert Hue a légitimé un regard critique sur ce passé. Il faut oser le prolonger... plus près de nous. Evidemment le parti n'est plus le parti stalinisé des années 50-60 ni même le parti autoritaire des années 80. C'est vrai que depuis le 22^e congrès nous avons rompu avec le « marxisme-léninisme ». Et la liste des ruptures est longue : de la dictature du prolétariat au centralisme démocratique... mais ces abandons ne furent pas remplacés par une culture et une théorie alternative cohérentes ni par l'invention de pratiques nouvelles. Dès lors c'est toujours l'ancienne culture qui ressurgit. Ainsi, nous avons en principe renoncé au centralisme démocratique... Alors comment comprendre qu'aujourd'hui encore la majorité du conseil national refuse explicitement (par un vote) « l'égalité de traitement » entre tous les points de vue lors de la préparation du congrès ? Comment justifier que des membres du conseil national soient légitimes pour présenter des rapports et d'autres, non ? Comment expliquer l'omnipotence du secrétaire national qui seul(e) peut intervenir autant qu'il (ou elle) veut, arbitrer, conclure ?

Le plus courant quand un communiste, un dirigeant doute est qu'il se taise, se retire pour « ne pas nuire au parti ». C'est ainsi que nos assemblées se dépeuplent. Le texte de congrès n'a-t-il pas été adopté par seulement 88 membres d'un CN qui en comptent 250 ? Nous ne savons toujours pas organiser les débats contradictoires qui pourtant sont nécessaires à toute élaboration politique. Fin du centralisme démocratique mais toujours aucun droit pour les points de vue politiques alternatifs à ceux de la direction. Ni reconnaissance statutaire, ni droit de tendance, ni moyens, ni participation aux exécutifs... Tout ceci au nom de l'unité du parti qu'il faudrait préserver. Croit-on vraiment que le contournement du débat ait permis la préservation de cette unité ? Le raidissement actuel est plus un aveu de faiblesse et une technique de captation du pouvoir qu'une preuve de l'esprit de rassemblement.

Malgré ce passé si tenace, difficile à surmonter, nous faisons partie de ces communistes qui ne veulent pas renoncer à ce nom parfois jugé encombrant. Nous continuons de nous dire communistes pour ce que l'histoire communiste recèle de grand et de d'inventif mais aussi pour assumer ses noires leçons. C'est en communistes que nous pouvons dire à Besancenot qu'identifier radicalité et solutions simplistes nourrit le populisme, la rancœur et l'échec.

Quoi qu'il en coûte, et à l'heure où le texte de congrès promet d'engager un nouveau processus de changement du PCF, nous devons nous interroger sur le fait que l'histoire communiste du XX^e siècle est aussi celle des échecs de toutes les tentatives de transformation. Pourtant ces tentatives ont commencé dès le début avec Trotsky, Boukharine, Gramsci et se sont poursuivies en Urss et ailleurs avec Khrouchtchev, le printemps de Prague et la *perestroïka* de Gorbatchev : autant d'impulsions courageuses qui se sont enlisées.

Le PCF a rarement été à l'avant-garde de la réforme. C'est le moins que l'on puisse dire, excepté l'intermède de l'Eurocommunisme et du socialisme à la française entre 1975 et 1979 et la « mutation » de Robert Hue. Le PCF ne manquait pourtant pas de militants critiques. La plupart, jusqu'aux fondateurs, ont été contraints de quitter le parti. Ces communistes critiques ne disaient souvent que ce qui fut repris bien des années plus tard, bien des années trop tard.

Du coup, les tentatives de réformes conduites par les équipes dirigeantes se sont heurtées à leur faiblesse politique (trop peu de soutien, trop peu d'élaboration), à leurs

hésitations. Que ce soit par précipitation de « sommet », ou par crainte de brusquer « l'appareil », toutes les expériences conduites au sein du parti ont échoué. Le coût politique est là : un parti dépassé, décalé.

C'est pour cette raison que, faisant le choix du communisme politique, nous ne pouvons le séparer de l'ambition de refondation. Ce parti pris suppose aujourd'hui, comme au début du XXe siècle, de décider explicitement d'entrer dans une nouvelle étape de notre histoire. Aujourd'hui comme en 1920, rester dans les cadres du système installé, c'est se résoudre au dépérissement de l'idée.

3- Que faire, aujourd'hui ?

Parce que nous ne pouvons accepter que la France s'engluie dans le bipartisme , parce que nous ne croyons plus dans les capacités de relance du PCF seul et parce que nous connaissons la richesse des forces militantes et intellectuelles qui peuvent converger, nous faisons la proposition aux communistes de travailler à l'émergence d'une force politique neuve dans laquelle se reconnaissent, se retrouvent les contestataires et les utopistes d'aujourd'hui.

Cette force inclurait en son sein une composante communiste et ferait toute sa place aux différentes traditions critiques de la gauche française. Ces forces qui pourraient s'agréger sont multiples ; elles vont de la gauche du Parti socialiste à l'extrême gauche, en passant par les communistes, les écologistes, les républicains. Elles sont diverses par leurs pratiques : certaines sont engagées dans l'action politique et sont d'ores et déjà constituées en partis ou quasi-partis ; beaucoup sont inorganisées ; d'autres s'investissent dans le champ syndical ou associatif ; certaines se réclament plus ou moins directement des traditions de la République ou du mouvement ouvrier, d'autres se retrouvent dans de nouvelles conceptions de la mise en commun et de l'action collective. Toutes rejettent le libéralisme et ne se reconnaissent pas dans la version affadie du socialisme qui s'est identifiée aux gestions sociales-démocrates des trois dernières décennies, et notamment à sa variante « sociale-libérale ».

Dans notre proposition, les communistes continueraient d'être organisés afin d'apporter à la nouvelle force ce qu'ils ont de mieux. Nous gardons la conviction qu'en ce temps de

mondialisation inégalée, d'universalisation des questions et des engagements, les communistes ont beaucoup à dire. L'exigence proprement communiste, alors que le capitalisme s'est mondialisé et que l'espace de la marchandise s'est universalisé, a conservé et même conforté sa pertinence fondamentale. Mais ce n'est pas parce que l'idée communiste est moderne, pertinente qu'elle gagnera. Le communisme peut être un ferment de la critique sociale, s'il se refonde. Il n'émergera que dans l'échange, la confrontation, le métissage avec les autres cultures. Il ne perturbera que s'il se maintient en force politique. Car le communisme n'est pas d'abord une philosophie. Nous ne saurions nous résoudre à la situation des pays anglo-saxon dans lequel le parti pris communiste est un choix personnel, sans prolongement politique faute d'espace politique. Il ne suffit donc pas de réaffirmer la modernité du communisme ; il faut aussi penser les conditions de son existence politique. Il ne suffit pas de brandir le drapeau du PCF pour être influent et utile.

En Allemagne, les communistes allemands ont eu l'audace de construire « Die Linke », La Gauche, avec des syndicalistes, des socialistes, des alternatifs, des écologistes... Ensemble, ils parviennent à ébranler un des plus forts partis sociaux-démocrates d'Europe quand, nous, nous nous retrouvons en position de supplétifs du PS. Nous n'acceptons pas davantage de voir l'héritage communiste capté et stérilisé par une extrême-gauche qui n'a rien de diabolique, mais qui n'a ni les moyens concrets ou symboliques, ni la culture, ni la politique pour donner un débouché aux demandes d'une alternative.

En proposant à tous les communistes d'avoir l'audace de s'engager dans cette véritable révolution, nous ne renions rien des engagements qui nous ont fait opter pour le communisme. Nous tirons les conséquences d'expériences, de débats, de recherches que nous avons partagés avec tous nos camarades.

Nous ne proposons pas de saborder le PCF mais d'engager un processus de dépassement du Parti communiste pour construire une nouvelle force qui réinvente la gauche et constitue un espace favorable aux idées communistes. Cette recherche d'une nouvelle forme politique, adaptée aux conditions du combat émancipateur d'aujourd'hui, s'observe dans de nombreux pays européens (Italie, Allemagne, Grèce, etc.). Partout les communistes y jouent un rôle moteur. Pas plus que nous, nos camarades en Europe ne renoncent : ils veulent trouver les façons contemporaines de continuer leur engagement.

Cela mérite mieux que le silence du texte du congrès. Cela mériterait au moins qu'on en discute, qu'on l'expérimente, qu'on en teste les conditions.

Quelle alternative propose le texte de la direction ? Celle de continuer la solitude du parti. Nous sommes convaincus que le PCF seul est voué à une existence marginale. L'entourer de quelques compagnons de route venus des quatre coins de l'Europe n'y changera rien. La constitution de « fronts » variables selon les sujets ne répond pas davantage à l'exigence de construction dans la durée : les alliances à la carte ne font pas une stratégie lisible par nos concitoyens.

Il est totalement présomptueux de proclamer, comme le fait le texte de congrès, que l'essentiel est que le PCF prenne l'initiative de grands rassemblements politiques pour inventer l'alternative : nous sommes loin d'en avoir aujourd'hui les forces et le crédit. Se référer au Front populaire ou au Programme commun relève là encore d'une illusion liée à la nostalgie de notre grandeur passée.

Soyons en sûrs, si la dispersion des forces alternatives se prolonge, deux attitudes vont exister : le plus souvent, le désir de combattre la droite sarkozyenne nourrira les réflexes de vote utile en faveur du PS ; plus rarement, la volonté de sanctionner la mollesse du PS s'exprimera dans un vote d'extrême gauche. L'exigence d'alternative majoritaire disparaîtra. Occulter ce fait ne protège pas du danger.

L'évolution du PS d'un côté, l'écho rencontré par le NPA de l'autre ne s'expliquent que par défaut, parce qu'il n'existe pas d'alternative qui énonce d'emblée et de façon crédible une ambition majoritaire. C'est cette perspective qui intéresse une part non négligeable de la gauche mais à qui plus personne ne parle. Plus aucune force politique n'incarne l'engagement internationaliste et l'ancrage local, le radicalisme et l'inscription dans l'espace institutionnel. C'est avec cela qu'il faut renouer, à une échelle crédible, donc avec d'autres. Il faut cesser le balancier et reconstruire cette cohérence perdue. Il faut se souvenir de 2002 (échec de la gauche plurielle) et de 2007 (éparpillement des forces antilibérales).

Pourquoi la direction du parti, néglige-t-elle, voire refuse-t-elle désormais, la recherche de convergence des forces d'alternatives ? « Nous n'aurions pas d'alliés possibles à la gauche du Parti socialiste » entend-on souvent : trop peu nombreux, trop peu sérieux,

trop peu solides : bref pas assez communistes ! Si les communistes tournent le dos à tous ceux qui souhaitent une convergence alternative, alors avouons nous le franchement : nous acceptons que le PCF s'installe durablement dans la dépendance du PS.

Il faut mesurer que faire ce choix dans les conditions de notre faiblesse et alors même que le PS évolue comme on sait, nous coupe des citoyens, militants, intellectuels qui ne considèrent pas la compétitivité des territoires et la compétition entre les hommes comme moteur des sociétés. Les appels incessants lancés par Marie-George Buffet à réunir toutes les forces de gauche aggravent le malentendu. A défaut d'une capacité à remobiliser les forces alternatives, coller au PS peut sauver des élus mais, politiquement, est un non-sens. Nous ne sommes pas devenus communistes pour ça. Contrairement à l'actuelle direction, nous pensons qu'en politique, c'est la capacité d'enclencher des dynamiques qui est déterminante. C'est ce qui est en jeu avec la constitution d'une nouvelle force politique : redonner du poids, de la crédibilité et de l'autonomie aux exigences radicales, anticapitalistes. Les communistes doivent y contribuer de toutes leurs forces.

Pendant quelques décennies, les communistes ont majoritairement récusé la transformation du parti. Beaucoup l'assimilaient à la liquidation du parti. Le résultat est hélas devant nous : le PCF auquel nous avons adhéré n'existe plus. La liquidation, c'est celle qui est en cours ; celle qui fait du communisme une force marginale, qui n'en finit pas de s'étioler ; celle qui place le communisme politique en situation vassale par rapport à une social-démocratie en crise et réduite à se ranger derrière le social-libéralisme. De cela nous ne voulons pas.

Nous faisons des propositions pour l'éviter. Nous aimerions qu'enfin un débat sérieux se noue autour de ces analyses.

Nous attendons vos contributions.

Nous appelons à diffuser largement ce texte, à organiser des débats aussi larges que possible pour mettre ces idées en discussion.

Dès à présent vous pouvez signer et faire signer ce texte autour de vous.

Signatures à adresser à : communisme.mouvement@free.fr

Michèle Kiintz 5 rue de Châteauneuf, 35 510 Cesson-Sévigné

Nom, prénom, fédération, mandats (politique, syndical, associatifs...)

adresse postale, adresse e-mail, téléphone